



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 148 – 2^{ème} trimestre 2011

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	13
<i>Les placements des ménages</i>	15
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	15
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	16
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	17
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	18
5. Risques sectoriels	19
6. Rappel des taux	21
6.1 <i>Taux réglementés</i>	21
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	21
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	21
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	21
7. Monnaie fiduciaire	22
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	22
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	22

1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment.

Cette réforme permet, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et d'avoir ainsi une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à SURFI : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBSLM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBSLM.

6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'edom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

En raison du passage à SURFI, les nouvelles séries historiques publiées (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) s'écartent légèrement des séries publiées dans les précédentes éditions.

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros.

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit.

Enfin, le reclassement des ISBSLM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

1. Synthèse

Synthèse internationale

La croissance de l'économie mondiale s'est ralentie au 2^e trimestre 2011, dans les pays avancés comme dans les pays émergents, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires face aux pressions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La période récente a été marquée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro, le relèvement du plafond de la dette fédérale aux Etats-Unis et l'instabilité des marchés boursiers.

Au deuxième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible, à 1 %, freinée par la hausse des prix de l'énergie, la stagnation de la consommation des ménages, la faiblesse du marché immobilier et les contraintes de consolidation budgétaire.

En Asie, la situation économique du Japon s'est redressée plus rapidement que prévu, malgré le recul du PIB observé au 2^e trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre un plan de reconstruction et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche une croissance plus modérée qu'en 2010, à la suite du resserrement de la politique monétaire visant à enrayer les tensions inflationnistes.

La reprise ne s'est pas confirmée dans la zone euro au cours du deuxième trimestre, fragilisée par la crise de la dette souveraine, avec un ralentissement de la croissance du PIB à 0,2 %. Les conditions économiques se sont détériorées par rapport au premier trimestre, avec le ralentissement de la consommation, le recul de la production industrielle en Allemagne et le comportement attentiste des entreprises sur fond de tensions financières.

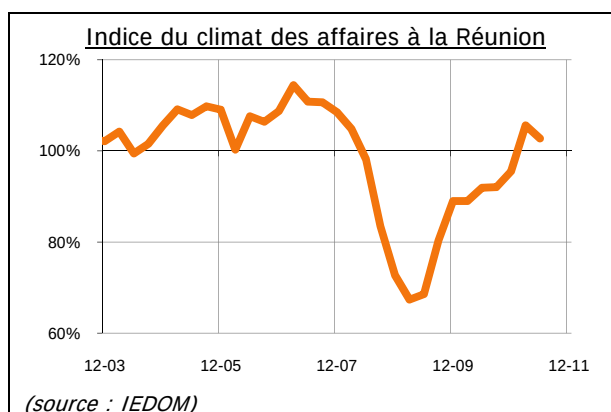
Le 21 juillet, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé d'étendre les compétences du Fonds européen de stabilisation (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés – afin notamment de lui permettre d'acheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire et d'aider à la recapitalisation d'établissements financiers. D'autres mesures ont été prises, telles que l'allongement de la durée des prêts et l'application de taux d'intérêts préférentiels. Ces dispositions n'entreront toutefois en vigueur qu'après ratification des parlements nationaux. Une aide supplémentaire de 109 milliards d'euros a été allouée à la Grèce en juillet, à la suite de l'adoption de nouvelles mesures budgétaires, et un assouplissement des conditions a été accordé au Portugal et à l'Irlande. En raison des tensions sur les taux de l'Espagne et de l'Italie, la BCE a repris en août son programme d'achat d'obligations d'Etat (SMP). Les gouvernements italiens et espagnols se sont engagés à adopter la règle de l'équilibre budgétaire, qui pourrait également être adoptée par d'autres pays de la zone Euro.

En matière de politique monétaire, la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur le 7 juillet, pour le porter à 1,5 %, estimant que le nouvel ajustement était nécessaire compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La parité EUR/USD, qui avait enregistré une forte hausse de janvier à avril 2011, s'inscrit en baisse depuis cette date.

Sur les marchés boursiers, l'envolée du cours du pétrole et des matières premières s'est interrompue -hormis celle de l'or- affectée par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique mondiale et les tensions financières en Europe. Durant l'été, les craintes sur l'environnement macroéconomique, la crise des dettes souveraines et son impact sur les comptes des banques européennes ont alimenté l'inquiétude des marchés et entraîné la chute des bourses mondiales, affectant plus particulièrement les valeurs bancaires.

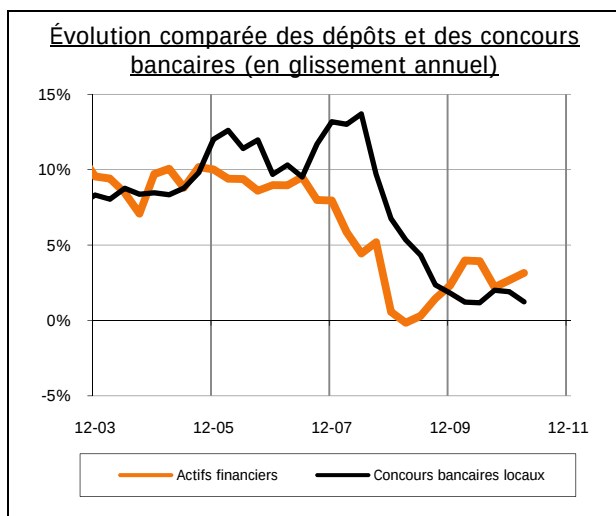
Une situation financière contrastée

Au deuxième trimestre 2011, l'indicateur du climat des affaires s'est contracté à La Réunion, mais continue à faire état d'une amélioration de l'activité. Il perd 2,9 points par rapport au premier trimestre de l'année et rompt ainsi avec une dynamique haussière observée depuis plusieurs trimestres. Ce recul est dû à l'évolution des soldes d'opinions relatifs à l'activité (passée et prévue) et aux anticipations de prix, l'évolution des autres soldes restant globalement favorable.



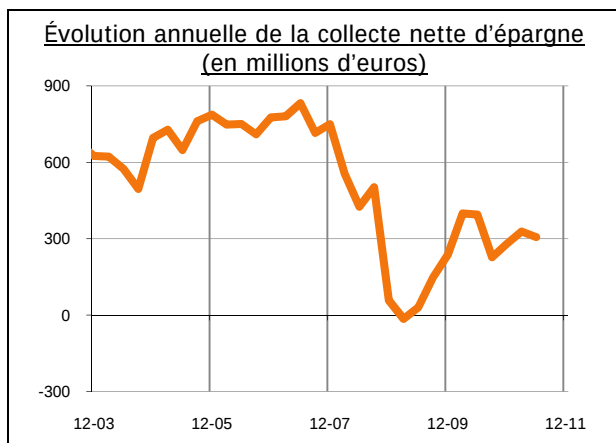
L'activité du système bancaire ressort contrastée au deuxième trimestre 2011 avec, d'un côté, une légère diminution de l'épargne collectée auprès de la clientèle, et de l'autre, une nette hausse des encours de crédits à la clientèle, concentrée sur le financement de l'exploitation des entreprises. Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises et des ménages restent relativement stables (taux de créances douteuses, nombre de dossiers de surendettement, nombre d'effets impayés). L'enquête de conjoncture auprès des établissements de crédit montre une bonne orientation de l'activité

bancaire, mais des inquiétudes accrues en matière de rentabilité et de coût du risque, dans un environnement économique jugé dégradé.



Une collecte de ressources en baisse au deuxième trimestre ...

Le deuxième trimestre 2011 enregistre une légère diminution de la collecte de ressources dans le département (- 19 millions d'euros, soit - 0,2 % sur le trimestre), après une faible progression au trimestre précédent (+ 6 millions d'euros sur trois mois, soit + 0,1 %).



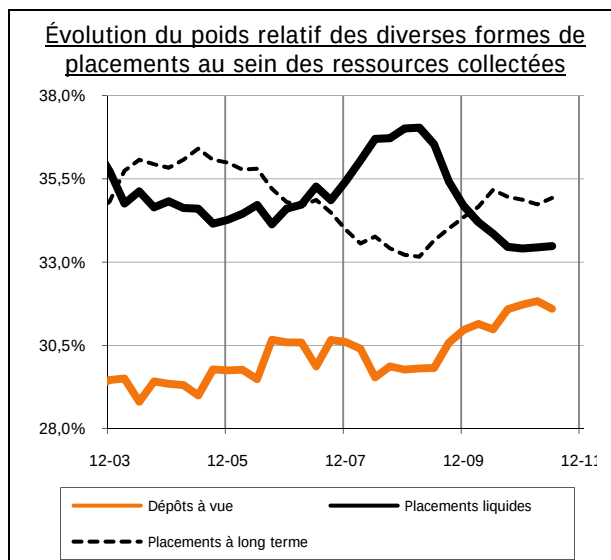
L'épargne totale collectée par le système bancaire local s'établit ainsi à 10,7 milliards d'euros à fin juin 2011. La situation observée en ce début d'année 2011 rappelle celle de 2010 au cours de laquelle les trois premiers trimestres avaient enregistré une stagnation des encours d'épargne collectée, avant d'enregistrer une nette accélération au quatrième trimestre 2010 (+ 203 millions d'euros soit + 1,9 %). Sur douze mois glissant, la collecte de ressources de la place s'inscrit en hausse de + 2,9 % (soit + 302 millions d'euros).

Depuis juin 2010, la place enregistre ainsi une progression annuelle de l'épargne nette d'environ + 300 millions d'euros, en net retrait par rapport aux années d'avant crise où la collecte nette d'épargne

annuelle supplémentaire s'élevait à +800 millions d'euros en moyenne.

Les produits d'épargne qui enregistrent les plus fortes progressions sur le deuxième trimestre 2011 sont les placements en actions (hausse des encours de + 12,0 %, soit + 20 millions d'euros) et sous forme d'OPCVM non monétaires (+ 7,7 %, soit + 21 millions d'euros). Les placements en assurance-vie s'inscrivent également en hausse (+ 1,1 %, soit + 23 millions d'euros de collecte nette), de même que les livrets ordinaires (+ 1,5 %, soit + 13 millions d'euros) et les livrets A (+ 1,3 %, soit + 10 millions d'euros). Sur une année glissante, les livrets A enregistrent une collecte nette en hausse de + 87 millions d'euros (+ 11,7 %). La hausse des placements en assurance-vie s'établit à + 155 millions d'euros (+ 8,0 %) et celle des actions atteint + 43 millions d'euros (+ 30,3 %).

Inversement, les plus fortes baisses sur le deuxième trimestre 2011 sont enregistrées sur certains placements indexés sur les taux de marché, comme les OPCVM monétaires (- 16,3 %, soit - 62 millions d'euros) et les certificats de dépôt négociables (- 6,9 %, soit - 20 millions d'euros).



Après avoir nettement reculé au premier trimestre, comme en chaque début d'année, les dépôts à vue enregistrent une nouvelle baisse au deuxième trimestre, toutefois plus limitée (- 0,8 %, soit - 29 millions d'euros). Cette baisse touche uniquement la clientèle des entreprises (- 5,7 %, soit - 71 millions d'euros). Les dépôts à vue s'inscrivent néanmoins en hausse de + 3,6 % sur un an.

Les dépôts à vue représentent 31,5 % des placements totaux des agents économiques réunionnais. Cette proportion atteint 55,5 % des placements des entreprises (proportion en hausse du fait d'une diminution plus forte de leurs placements totaux) mais seulement 23,6 % des placements des ménages.

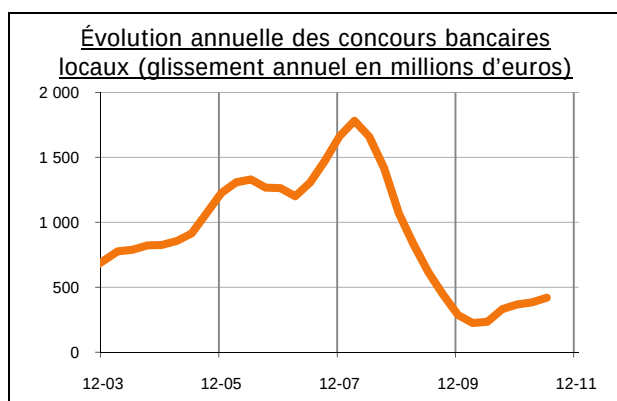
Les placements liquides ou à court terme s'inscrivent également en recul au deuxième trimestre 2011 (- 1,4 %, soit - 49 millions d'euros) en raison de la forte baisse des placements indexés sur les taux de marché (- 5,5 %, soit - 70 millions d'euros). Les placements sous forme de comptes d'épargne à régime spécial enregistrent par contre une nouvelle croissance de leurs encours au deuxième trimestre (+ 0,9 %, soit + 21 millions d'euros, après + 2,4 % au trimestre précédent). Les placements liquides ou à court terme enregistrent une légère progression sur douze mois (+ 1,2 %). Ils représentent actuellement 33,3 % de l'ensemble des placements bancaires détenus par les agents économiques réunionnais et 32,5 % pour les seuls ménages. Pour mémoire, au plus fort de la crise financière, leur poids s'élevait à 37,6 % (mars 2009).

L'épargne à long terme enregistre pour sa part une hausse de + 1,6 % sur le deuxième trimestre (+ 59 millions d'euros) après + 0,8 % sur le premier trimestre, grâce à la hausse enregistrée par les placements en actions et en assurance-vie. Sur douze mois glissant, la hausse des placements à long terme atteint + 4,0 % (+ 145 millions d'euros). Comme pour les comptes d'épargne à régime spécial, l'épargne à long terme est très majoritairement détenue par les ménages (90,6 %).

Ces placements à long terme représentent une proportion de 35,2 % de l'ensemble des placements bancaires détenus par les agents économiques réunionnais. Cette proportion atteint 43,9 % pour les ménages.

Mais des encours de crédits en hausse ...

A l'inverse des ressources collectées, les crédits consentis à la clientèle par les établissements de crédit installés localement s'inscrivent en nette hausse au deuxième trimestre 2011 (+ 2,3 % soit + 384 millions d'euros) après un premier trimestre mal orienté (- 1,0 % soit - 163 millions d'euros). Sur douze mois, la progression des encours de crédits à la clientèle atteint + 3,9 % (+ 637 millions d'euros), en nette accélération par rapport au trimestre précédent (+ 2,0 % à fin mars 2011).



a) Une hausse des crédits aux entreprises s'expliquant partiellement par une reclassification

Ce rebond au deuxième trimestre des concours consentis s'explique d'abord par la progression des crédits aux entreprises (+ 2,6 % soit + 172 millions d'euros) après plusieurs trimestres de stagnation. Il faut en effet remonter au quatrième trimestre 2009, il y a un an et demi, pour observer une progression sensible de l'encours des crédits aux entreprises. En glissement annuel, les crédits sains aux entreprises ne progressent toutefois que de + 1,8 % (après - 1,6 % à la fin du trimestre précédent).

Les crédits d'exploitation notamment progressent fortement au deuxième trimestre (+ 16,7 %, soit + 162 millions d'euros) après quatre trimestres de baisse consécutive. Cette hausse est notable, alors que l'ensemble des autres indicateurs d'activité des entreprises demeurent atones. Elle touche tous les établissements de crédit et témoigne d'un recours accru des entreprises aux financements bancaires à court terme. Les mobilisations de créances commerciales progressent de + 38,4 % au premier trimestre (+ 30 millions d'euros), retrouvant leur niveau du quatrième trimestre 2010. Les crédits de trésorerie augmentent de + 19,3 % (+ 99 millions d'euros), et les comptes ordinaires débiteurs de + 12,3 % (+ 30 millions d'euros). Seul l'affacturage demeure stable (+ 2,2 %, soit + 3 millions d'euros). Les crédits d'exploitation reculent néanmoins de - 3,1 % entre juin 2010 et juin 2011.

Le financement de l'investissement des entreprises progresse de manière apparente (+ 2,8 % sur le trimestre, soit + 83 millions d'euros). Cette progression s'explique néanmoins intégralement par une migration informatique d'un établissement bancaire de la place, qui a conduit à transférer en crédits d'équipement une majorité des financements immobiliers consentis à des SCI et des professionnels, précédemment classés en crédits à l'habitat (pour un total de 150 millions d'euros). Sans cette correction, les crédits d'investissement consentis aux entreprises auraient reculé une nouvelle fois sur le trimestre. A noter que cet ajustement a également un impact sur les crédits à l'habitat des ménages qui diminuent de - 67 millions d'euros¹.

Du fait de la migration informatique précédemment mentionnée d'un établissement bancaire, les financements immobiliers des entreprises diminuent légèrement au deuxième trimestre 2011 (- 1,6 % soit - 49 millions d'euros). Ils représentent un poids

¹ Les crédits immobiliers aux entrepreneurs individuels sont en effet rattachés aux crédits consentis aux ménages tandis que les crédits d'équipement des mêmes entrepreneurs sont rattachés aux crédits aux entreprises (cf. méthodologie page 5). Cet ajustement de 67 millions d'euros au sein d'une même catégorie d'agent économique entraîne ainsi une variation relative des crédits des ménages et des entreprises.

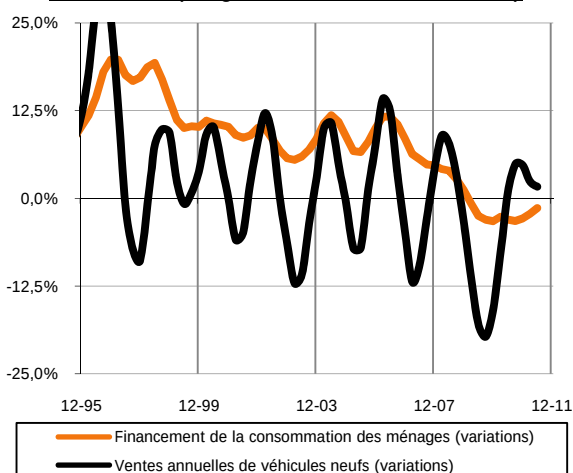
toujours important du total des financements aux entreprises (41,3 % du total).

b) Des crédits aux ménages en légère baisse ...

Les concours consentis aux ménages s'inscrivent en recul de - 0,3 % sur le deuxième trimestre 2011 (- 20 millions d'euros) pour atteindre 6 558 millions d'euros. Les deux principales composantes des crédits sont en léger recul, qu'il s'agisse du financement de la consommation, en baisse de - 0,2 % au deuxième trimestre (- 4 millions d'euros) ou des crédits immobiliers, en baisse de - 0,1 % (soit - 6 millions d'euros) entre mars et juin 2011. Hors reclassement dû à la migration informatique mentionné précédemment, les crédits à l'habitat des ménages auraient enregistré une légère progression.

En glissement annuel, les crédits immobiliers consentis aux ménages augmentent significativement (+ 4,4 % soit + 208 millions d'euros) comme l'ensemble des crédits aux ménages (+ 2,8 % soit + 181 millions d'euros). Leur rythme de progression s'est néanmoins nettement ralenti en comparaison de la fin du trimestre précédent. Sur douze mois, les crédits à la consommation des ménages s'inscrivent toujours en baisse à fin juin 2011 (- 1,3 % après - 1,4 % au trimestre précédent).

Évolution des ventes annuelles de véhicules neufs à la Réunion (en glissement sur douze mois)



c) Des crédits consentis aux collectivités locales impactés par une opération exceptionnelle

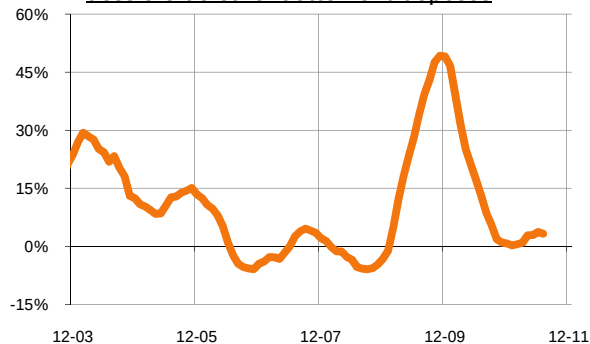
Après avoir sensiblement diminué au premier trimestre 2011 (- 6,0 % soit - 110 millions d'euros), **les crédits consentis aux collectivités locales** progressent fortement au deuxième trimestre (+ 11,1 % soit + 191 millions d'euros). Néanmoins, une partie de cette hausse s'explique par une opération exceptionnelle sur un établissement public au 30 juin 2011, qui a donné lieu à une progression ponctuelle sur quelques jours de + 135 millions d'euros des comptes ordinaires débiteurs. Cette opération exclue, la hausse des financements consentis aux collectivités locales s'établit à un

niveau plus conforme de + 3,3 % sur le deuxième trimestre 2011.

Des indicateurs de vulnérabilité encore contrastés

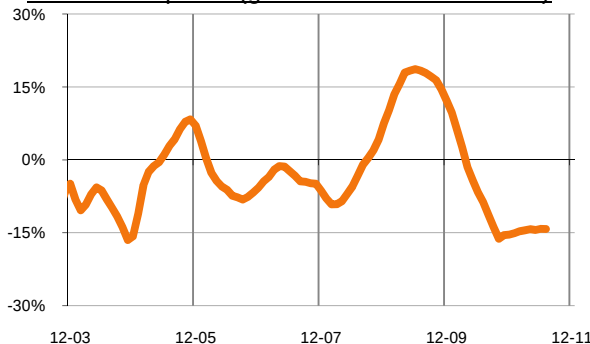
D'un côté, comme c'est aussi le cas au niveau national, le nombre annuel de dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais commence de nouveau à s'inscrire en progression (+ 4,8 % à fin juillet 2011) pour atteindre 1 178 dossiers déposés sur les douze derniers mois. Ce rythme de progression reste néanmoins relativement limité en comparaison de son évolution au plus fort de la crise financière et économique au début de l'année 2009. Le nombre de dossiers de surendettement rapporté à la population, reste par ailleurs toujours très inférieur au niveau observé en France métropolitaine.

Évolution en glissement annuel du nombre de dossiers de surendettement déposés



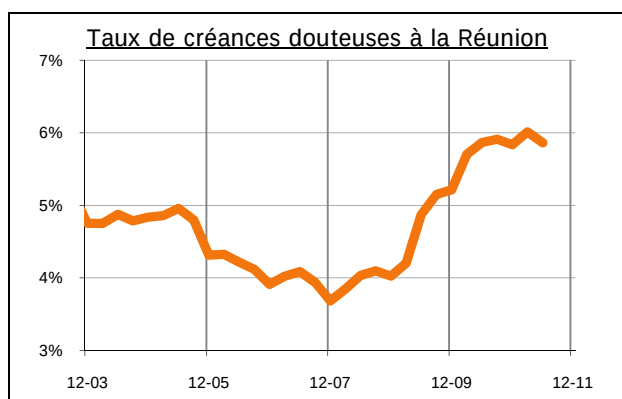
Le nombre annuel d'effets impayés sur les entreprises continue de s'inscrire en nette baisse à fin juillet 2011 (- 13,9 % à 8 567 effets impayés sur douze mois).

Évolution du nombre annuel d'effets impayés sur les entreprises (glissement sur douze mois)

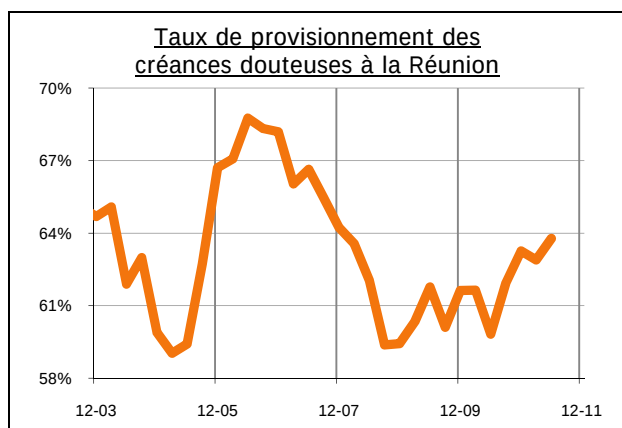


Enfin, les **créances douteuses** brutes portées par les établissements de crédit implantés localement s'établissent à 988 millions d'euros à fin juin 2011, en baisse de - 0,2 % sur le second trimestre (après + 2,0 % le trimestre précédent). Ce léger recul des créances douteuses brutes dans un contexte de hausse des encours totaux globalement consentis par le système bancaire local permet une baisse du taux

de créances douteuses de la place, qui s'établit ainsi à 5,9 % à fin juin 2011 contre 6,0 % le trimestre précédent (son plus haut niveau enregistré depuis les années 2000). Pour mémoire, au plus bas en septembre 2007, le taux de créances douteuses s'établissait à 3,9 %.



Le montant des provisions sur créances douteuses s'établit à 630 millions d'euros à fin juin 2011, en hausse de + 1,2 % sur le trimestre (et de + 10,7 % sur douze mois). Le taux de provisionnement progresse ainsi sensiblement pour s'établir désormais à 63,8 %.



En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses continue de ralentir pour s'établir à +3,7 % à fin juin 2011 contre + 7,5 % à fin mars 2011 et + 14,0 % à fin décembre 2010. La hausse des douteux avait atteint + 40,5 % au mois de mars 2010.

Activité toujours bien orientée selon les dirigeants interrogés, dans un environnement jugé dégradé

Les dirigeants des établissements de crédit, consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM, font état d'une bonne orientation de l'activité de leurs établissements pour le troisième et quatrième trimestres 2011, même s'ils deviennent plus pessimistes sur l'évolution de la rentabilité et de

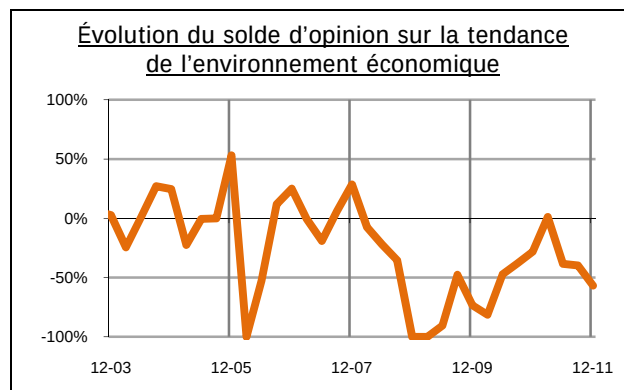
l'environnement économique dans lequel ils s'insèrent.

Le troisième trimestre a enregistré une bonne tenue de la collecte d'épargne, une reprise de la production de crédits à l'équipement en direction des entreprises et des crédits à l'habitat pour les particuliers. Les soldes d'opinion sur les financements de l'exploitation des entreprises et de la consommation des ménages demeurent par contre majoritairement négatifs.

Comme traditionnellement observé, les anticipations pour le quatrième trimestre sont particulièrement bien orientées en matière d'activité bancaire.

Après une tendance à la hausse des soldes d'opinion sur l'évolution des commissions prélevées et du produit net bancaire observée courant d'année 2010, ceux-ci s'inscrivent désormais en baisse depuis quelques trimestres, témoignant de tensions supplémentaire sur la rentabilité des établissements. Les soldes d'opinion concernant le coût du risque sont incertains, traduisant une certaine volatilité de l'appréhension du risque de crédit dans un environnement changeant. Il est néanmoins attendu en amélioration pour le prochain trimestre.

Enfin, les anticipations des dirigeants d'établissements de crédit sur l'évolution de l'environnement économique dans lequel évoluent les établissements de crédit s'inscrivent désormais en nette dégradation, après un point haut atteint à la fin du premier trimestre 2011.

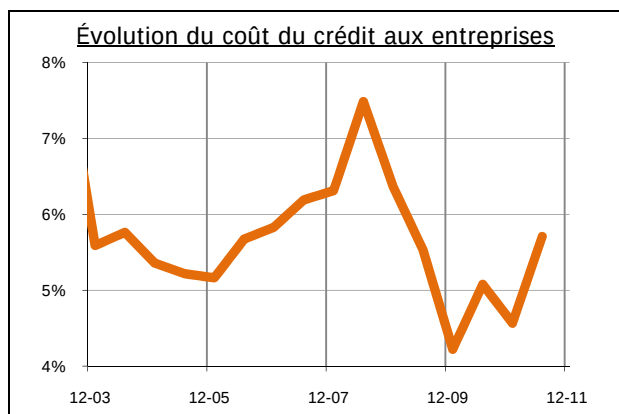


Des taux des crédits aux entreprises en hausse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion fait apparaître un taux moyen en forte hausse à la fin du premier semestre 2011. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 5,71 % sur le mois de juillet 2011 contre 4,57 % en janvier 2011, soit une hausse de + 114 points de base en six mois (+ 63 points de base par rapport à juillet 2010).

L'enquête de juillet présente traditionnellement des taux plus élevés que celle réalisée au mois de janvier. Néanmoins, les taux consentis par les

principales banques de la place aux entreprises s'inscrivent dans une tendance haussière depuis le début de l'année 2010. La hausse observée des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises sur les six derniers mois concernent à la fois les financements à court terme, en augmentation de + 167 points de base par rapport à janvier 2011 (+ 87 points par rapport à juillet 2010) et les financements à moyen et long terme, en croissance de + 58 points de base sur six mois (+ 36 points sur douze mois).

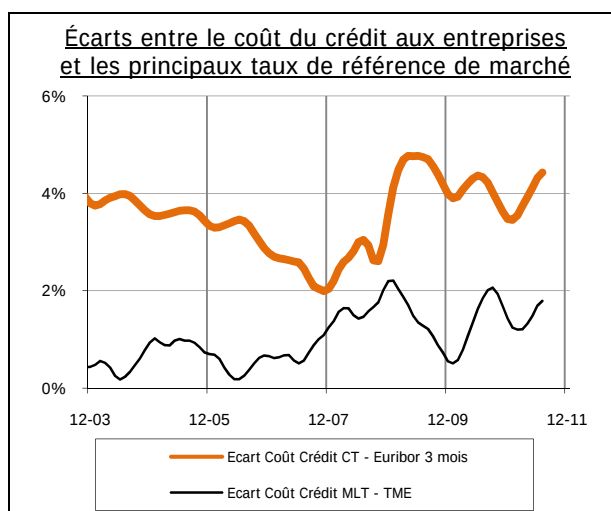


L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises s'inscrit également en hausse depuis le début de l'année pour s'établir à 452 points de base en juillet 2011 pour les crédits à court terme, et à 179 points de base pour les crédits à moyen et long terme.

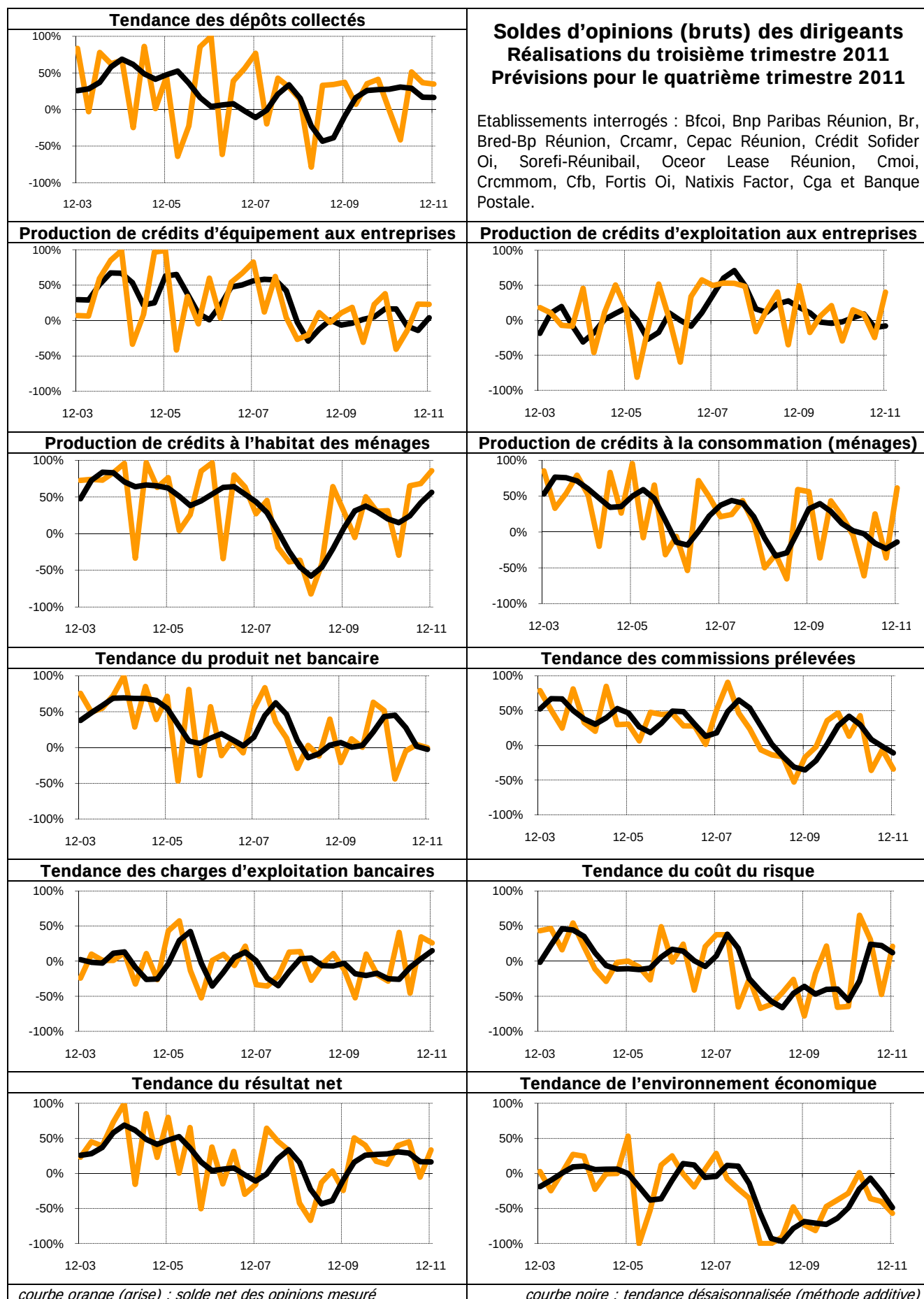
Néanmoins, il convient de rappeler que les taux de refinancement interbancaire ne correspondent pas directement au coût de la ressource pour les banques réunionnaises. Les taux des marchés

interbancaires sont en effet calculés sur la base des échanges entre de très grandes banques européennes, et sont donc par nature inférieurs à ceux servis par les établissements réunionnais. Par ailleurs, la restauration probable de leurs marges bancaires par les banques étudiées s'explique essentiellement par la récente hausse de la sinistralité et du risque de crédit.

Signalons enfin que l'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises, à court terme comme à moyen et long terme, dépend fortement du montant des concours consentis, l'écart étant nettement plus important pour les crédits de faibles montants.



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



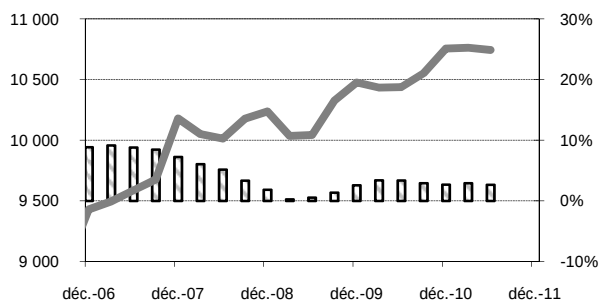
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 236,224	2 354,768	2 446,988	2 347,013	2 262,631	2 208,916	2 399,088	2 317,837	2 136,984	-5,6%	-7,8%
Dépôts à vue	1 069,673	1 190,875	1 301,803	1 207,426	1 209,431	1 187,328	1 316,550	1 258,263	1 186,962	-1,9%	-5,7%
Placements liquides ou à court terme	984,308	966,548	933,112	923,898	843,215	797,435	862,131	845,635	834,393	-1,0%	-1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,729	1,337	0,616	0,580	0,635	0,384	0,409	0,244	0,212	-66,5%	-13,1%
Placements indexés sur les taux de marché	983,579	965,211	932,496	923,318	842,580	797,051	861,722	845,391	834,180	-1,0%	-1,3%
dont comptes à terme	413,188	384,390	382,634	372,877	326,416	340,266	358,296	353,153	367,400	12,6%	4,0%
dont OPCVM monétaires	246,397	265,483	221,691	227,950	228,233	217,374	240,858	201,640	196,312	-14,0%	-2,6%
dont certificats de dépôt	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	270,210	-5,8%	-6,9%
Epargne à long terme	182,243	197,345	212,073	215,689	209,985	224,153	220,406	213,939	114,728	-45,4%	-46,4%
dont OPCVM non monétaires	31,376	32,271	31,887	32,570	33,608	36,568	35,705	33,394	29,572	-12,0%	-11,4%
Ménages	7 095,713	7 212,933	7 297,069	7 342,041	7 419,145	7 546,225	7 656,789	7 715,704	7 807,670	5,2%	1,2%
Dépôts à vue	1 603,471	1 671,961	1 711,613	1 687,226	1 757,260	1 795,822	1 843,544	1 817,457	1 839,868	4,7%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	2 481,049	2 456,349	2 440,943	2 455,273	2 454,042	2 455,295	2 472,787	2 521,216	2 538,311	3,4%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 147,763	2 151,802	2 167,298	2 188,984	2 198,284	2 209,167	2 238,172	2 291,179	2 309,998	5,1%	0,8%
dont livrets ordinaires	790,642	801,421	810,765	826,137	825,605	820,359	829,066	853,771	866,498	5,0%	1,5%
dont livrets A et bleus	706,928	704,353	712,562	723,479	734,711	753,230	775,768	806,060	815,695	11,0%	1,2%
dont livrets jeunes	39,260	39,087	40,029	38,956	38,998	39,096	40,229	38,905	38,699	-0,8%	-0,5%
dont livrets d'épargne populaire	122,350	122,469	119,914	114,484	114,229	114,337	110,858	106,850	104,551	-8,5%	-2,2%
dont livrets de développement durable	258,932	256,579	258,283	259,812	260,055	258,890	259,571	262,438	262,331	0,9%	0,0%
dont comptes d'épargne logement	229,651	227,893	225,745	226,116	224,686	223,254	222,680	223,155	222,222	-1,1%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	333,286	304,547	273,645	266,289	255,758	246,128	234,615	230,036	228,313	-10,7%	-0,7%
dont comptes créditeurs à terme	250,476	223,201	194,730	189,603	185,571	182,895	175,374	173,514	174,298	-6,1%	0,5%
dont bons de caisse	13,486	13,347	12,899	12,839	12,272	12,500	12,310	12,374	12,359	0,7%	-0,1%
dont OPCVM monétaires	69,324	67,999	66,016	63,847	57,915	50,733	46,930	44,149	41,657	-28,1%	-5,6%
Epargne à long terme	3 011,193	3 084,623	3 144,513	3 199,542	3 207,843	3 295,109	3 340,458	3 377,032	3 429,491	6,9%	1,6%
dont plans d'épargne logement	746,667	740,191	754,947	756,866	754,849	753,622	766,209	763,279	757,104	0,3%	-0,8%
dont plans d'épargne populaire	69,166	68,037	68,102	65,217	63,052	60,927	60,851	59,026	57,862	-8,2%	-2,0%
dont autres comptes d'épargne	8,875	8,416	8,371	8,241	8,953	8,442	7,744	7,948	7,925	-11,5%	-0,3%
dont actions	123,654	146,172	142,773	143,121	122,124	141,114	144,832	146,993	163,970	34,3%	11,5%
dont obligations	164,392	173,541	184,776	178,409	183,205	200,878	195,461	195,509	197,639	7,9%	1,1%
dont OPCVM non monétaires	144,027	151,182	148,100	149,179	133,613	134,698	132,884	130,277	147,375	10,3%	13,1%
dont contrats d'assurance-vie	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,047	1 995,428	2 032,477	2 074,001	2 097,615	8,0%	1,1%
Autres agents	726,043	772,399	746,387	760,029	759,805	803,987	699,227	728,400	799,648	5,2%	9,8%
Dépôts à vue	270,074	313,970	301,794	284,934	299,975	305,163	313,144	336,061	356,168	18,7%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	239,996	236,374	226,814	241,345	237,548	255,924	252,750	257,850	202,867	-14,6%	-21,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	50,800	52,554	58,964	59,584	63,369	68,894	67,370	70,318	72,038	13,7%	2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	189,196	183,820	167,850	181,761	174,179	187,030	185,380	187,532	130,828	-24,9%	-30,2%
dont comptes à terme	52,595	39,492	39,711	40,762	38,516	40,255	46,833	50,277	47,516	23,4%	-5,5%
Epargne à long terme	215,973	222,055	217,779	233,750	222,281	242,900	133,333	134,488	240,614	8,2%	78,9%
Total actifs financiers	10 057,980	10 340,100	10 490,444	10 449,083	10 441,580	10 559,129	10 755,104	10 761,942	10 743,402	2,9%	-0,2%
Dépôts à vue	2 943,218	3 176,806	3 315,210	3 179,586	3 266,666	3 288,313	3 473,239	3 411,781	3 382,998	3,6%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	3 705,353	3 659,271	3 600,869	3 620,516	3 534,805	3 508,654	3 587,668	3 624,701	3 575,570	1,2%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 199,292	2 205,693	2 226,878	2 249,148	2 262,888	2 278,445	2 305,952	2 361,742	2 382,248	5,3%	0,9%
dont livrets ordinaires	818,766	831,526	846,584	862,305	875,401	869,536	881,887	908,589	922,095	5,3%	1,5%
dont livrets A et bleus	714,803	713,009	720,970	731,915	744,443	765,812	790,025	821,169	831,529	11,7%	1,3%
dont livrets jeunes	39,260	39,087	40,029	38,956	39,010	39,106	40,251	38,921	38,723	-0,7%	-0,5%
dont livrets d'épargne populaire	122,350	122,469	119,914	114,484	114,239	114,353	110,875	106,867	104,576	-8,5%	-2,1%
dont livrets de développement durable	258,932	256,579	258,283	259,812	260,133	258,995	259,781	262,665	262,607	1,0%	0,0%
dont comptes d'épargne logement	229,651	227,893	225,745	226,116	224,918	223,510	223,049	223,524	222,700	-1,0%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	1 506,061	1 453,578	1 373,991	1 371,368	1 272,517	1 230,209	1 281,717	1 262,959	1 193,322	-6,2%	-5,5%
dont comptes créditeurs à terme	716,259	647,083	617,075	603,242	550,503	563,416	580,503	576,944	589,214	7,0%	2,1%
dont bons de caisse	14,385	14,498	14,188	13,749	13,488	18,239	17,879	17,782	17,767	31,7%	-0,1%
dont certificats de dépôt	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	270,210	-5,8%	-6,9%
dont OPCVM monétaires	452,172	477,809	415,646	432,755	421,632	409,703	421,185	377,894	316,131	-25,0%	-16,3%
Epargne à long terme	3 409,409	3 504,023	3 574,365	3 648,981	3 640,109	3 762,162	3 694,197	3 725,459	3 784,833	4,0%	1,6%
dont plans d'épargne logement	746,667	740,191	754,947	756,866	755,967	754,949	767,809	764,953	759,105	0,4%	-0,8%
dont plans d'épargne populaire	69,166	68,037	68,102	65,217	63,291	61,166	61,117	59,295	58,133	-8,1%	-2,0%
dont autres comptes d'épargne	8,875	8,416	8,371	8,241	9,903	8,442	7,744	7,948	7,925	-20,0%	-0,3%
dont actions	138,204	163,974	161,687	162,938	142,610	162,802	167,025	165,883	185,764	30,3%	12,0%
dont obligations	339,888	360,311	386,502	380,940	372,648	401,043	393,154	392,131	394,990	6,0%	0,7%
dont OPCVM non monétaires	352,197	366,010	357,312	376,270	353,090	377,786	264,309	260,688	280,889	-20,4%	7,7%
dont contrats d'assurance-vie	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,600	1 995,975	2 033,039	2 074,562	2 098,027	8,0%	1,1%

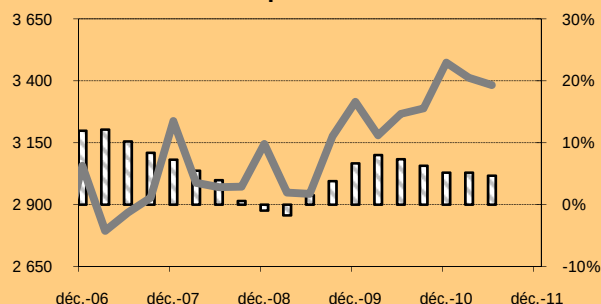
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

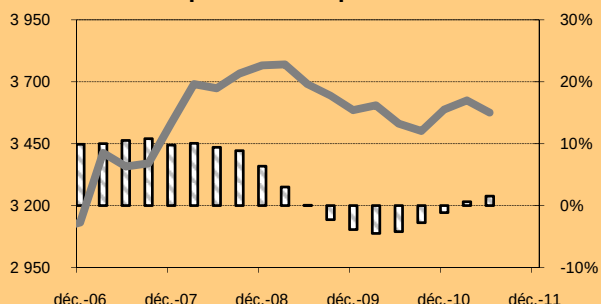
Ensemble des actifs financiers



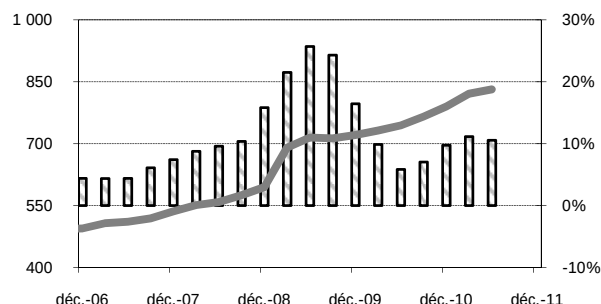
Dépôts à vue



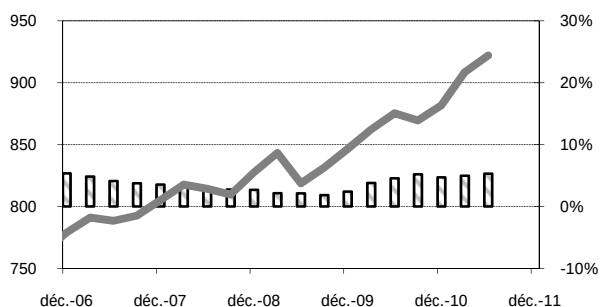
Ensemble des placements liquides ou à court terme



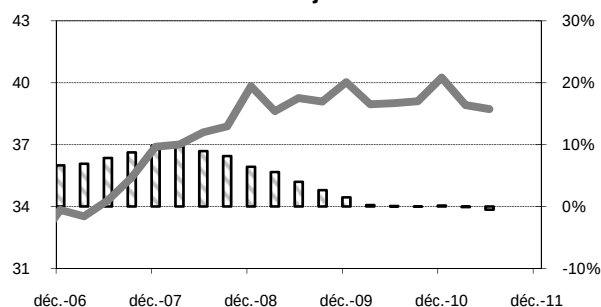
Livrets 'A'



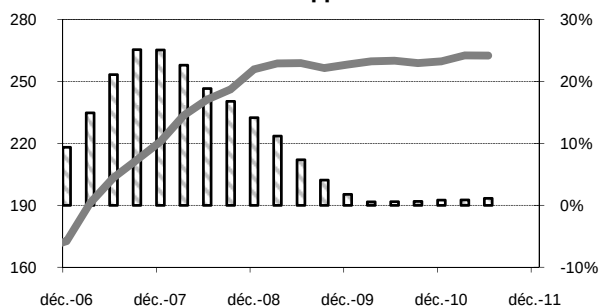
Livrets ordinaires



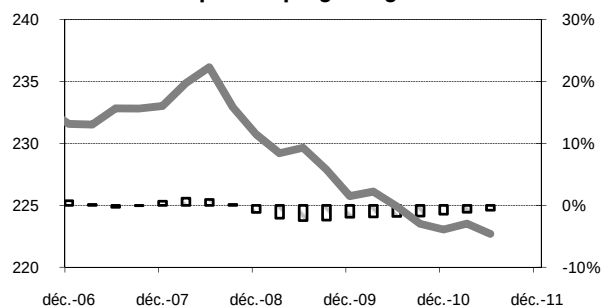
Livrets jeunes



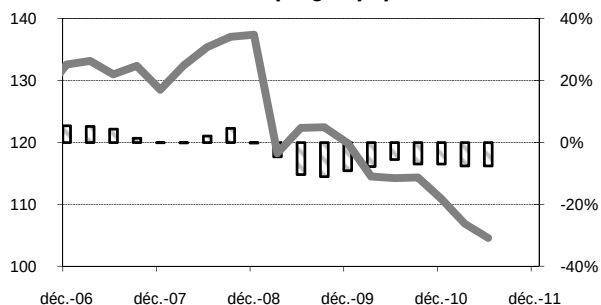
Livrets de développement durable



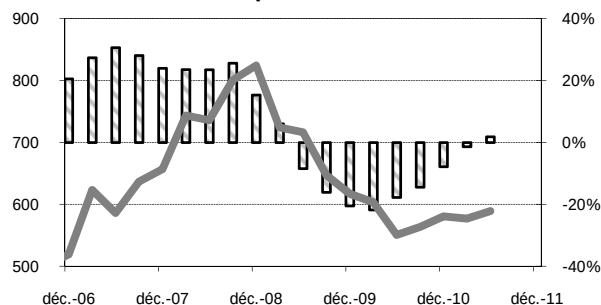
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

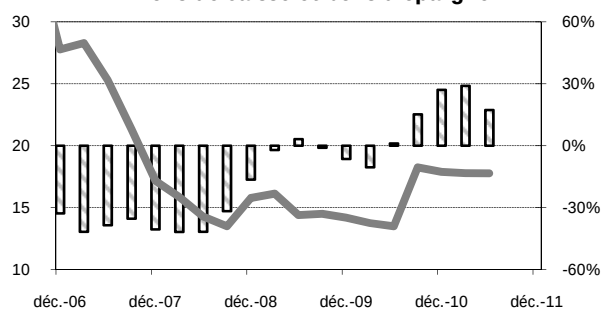


Dépôts à terme

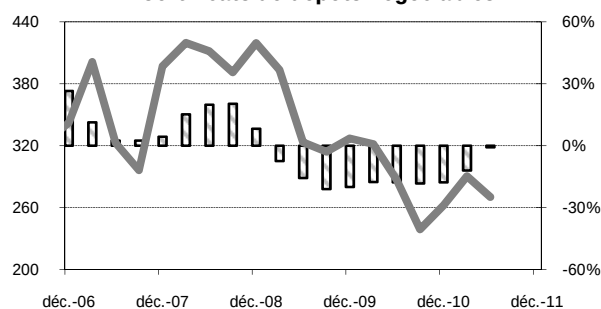


*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

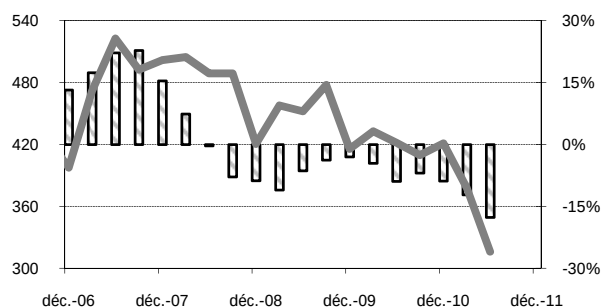
Bons de caisse et bons d'épargne



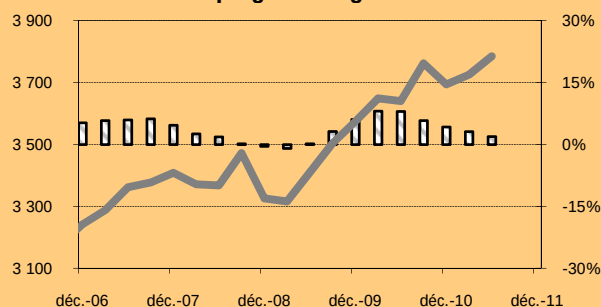
Certificats de dépôts négociables



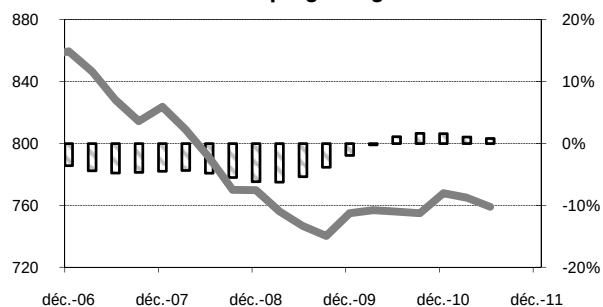
OPCVM monétaires



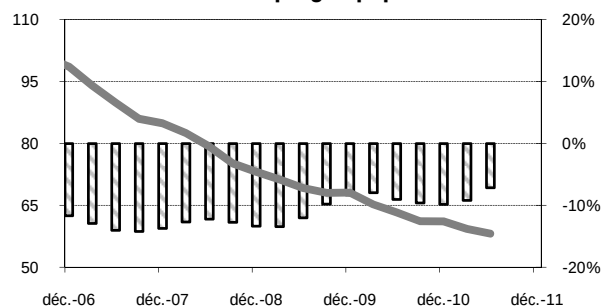
Epargne à long terme



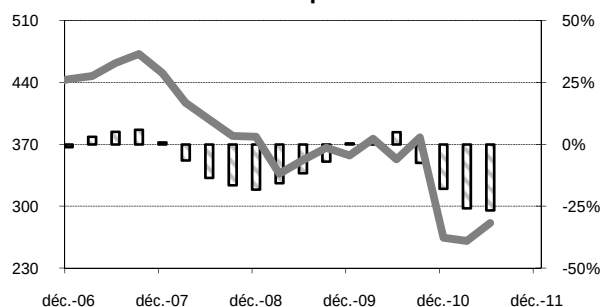
Plans d'épargne logement



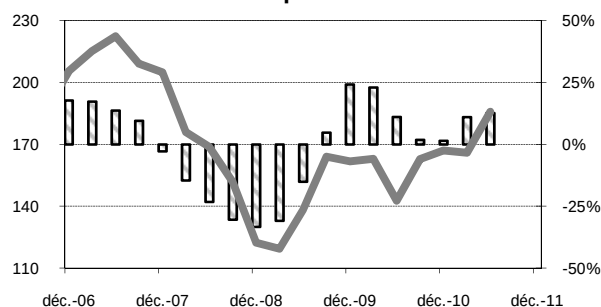
Plans d'épargne populaire



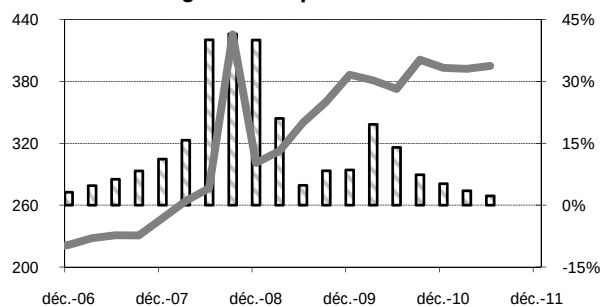
OPCVM titres en portefeuille titres



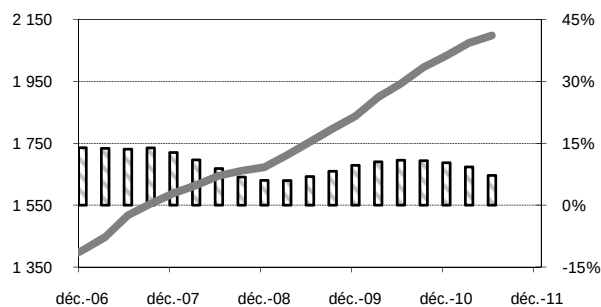
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

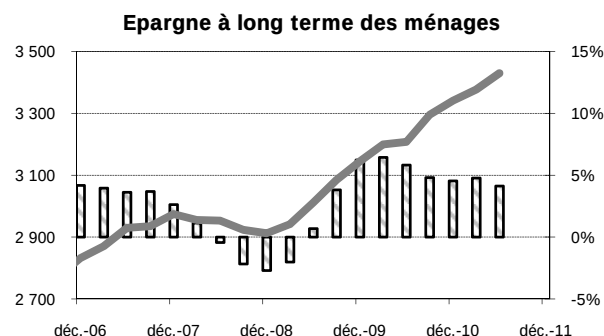
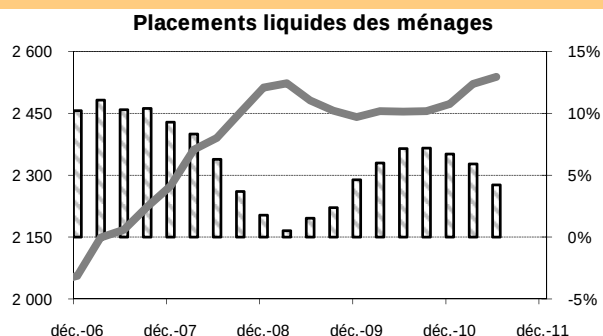
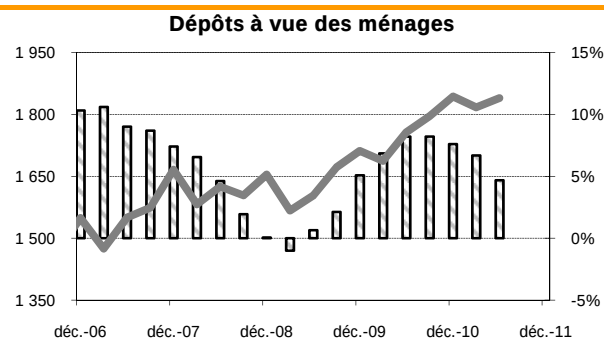
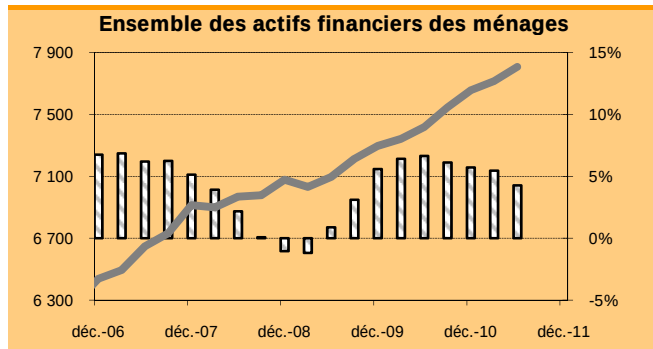


Assurance-vie



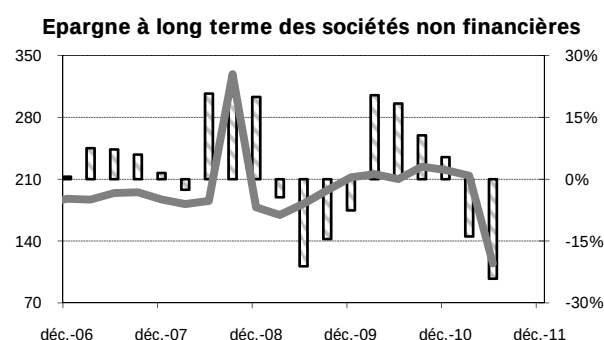
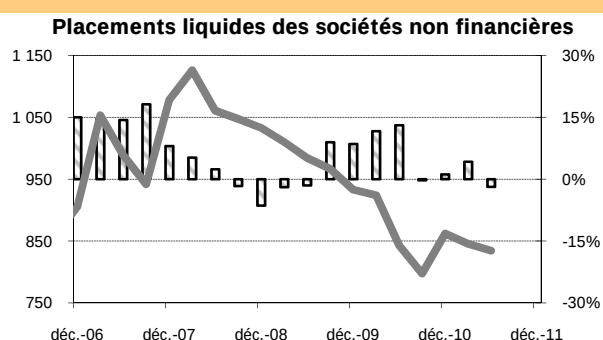
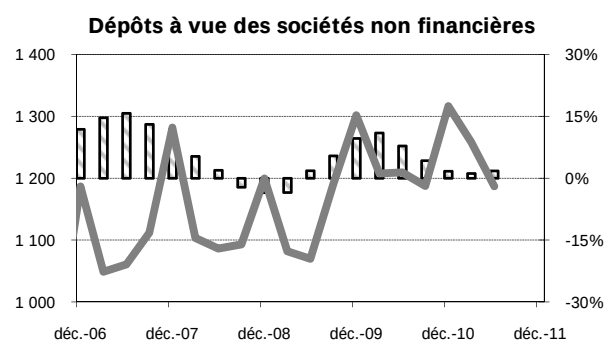
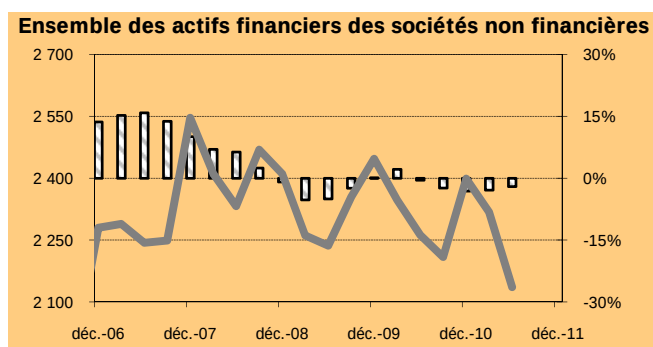
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



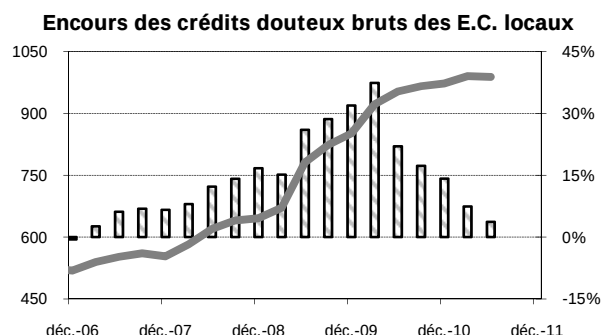
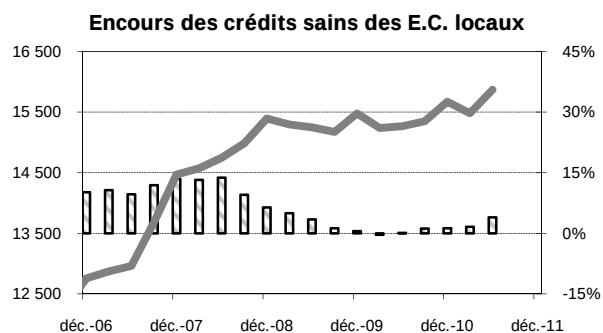
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 181.812	1 109.467	1 152.095	1 077.590	1 164.401	1 139.691	1 045.360	966.498	1 128.150	-3.1%	16.7%
Créances commerciales	115.806	107.145	124.115	99.770	89.144	85.060	103.611	77.020	106.633	19.6%	38.4%
Crédits de trésorerie	639.656	600.645	608.984	557.255	607.026	644.654	571.109	513.015	612.066	0.8%	19.3%
(dt) Entrepreneurs individuels	108.051	106.484	113.714	107.277	123.028	111.814	111.463	110.552	123.740	0.6%	11.9%
Comptes ordinaires débiteurs	275.759	251.035	233.139	261.544	321.928	264.857	212.907	244.282	274.316	-14.8%	12.3%
Affacturage	150.591	150.642	185.857	159.021	146.304	145.120	157.732	132.182	135.136	-7.6%	2.2%
Crédits d'investissement	2 902.618	2 881.925	2 894.714	2 882.753	2 819.156	2 869.344	2 822.616	2 799.161	2 877.307	2.1%	2.8%
Crédits à l'équipement	2 608.708	2 597.974	2 614.285	2 609.691	2 525.413	2 565.270	2 561.311	2 550.509	2 633.156	4.3%	3.2%
(dt) Entrepreneurs individuels	197.266	195.031	187.188	180.457	198.461	198.614	215.228	182.234	254.096	28.0%	39.4%
Crédit-bail	293.910	283.951	280.429	273.062	293.743	304.073	261.305	248.652	244.151	-16.9%	-1.8%
Crédits à l'habitat	2 717.743	2 741.797	2 775.852	2 793.076	2 722.575	2 723.187	2 862.778	2 893.468	2 845.940	4.5%	-1.6%
Autres crédits	72.469	77.044	76.663	76.548	55.706	44.761	55.507	52.862	32.650	-41.4%	-38.2%
Encours sain	6 874.642	6 810.233	6 899.324	6 829.967	6 761.838	6 776.982	6 786.260	6 711.989	6 884.047	1.8%	2.6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 686.809	1 676.832	1 698.754	1 650.749	1 643.013	1 622.662	1 633.043	1 625.854	1 622.171	-1.3%	-0.2%
Crédits de trésorerie	1 564.064	1 558.279	1 582.618	1 540.336	1 525.408	1 513.150	1 524.538	1 509.319	1 506.804	-1.2%	-0.2%
Comptes ordinaires débiteurs	42.784	39.976	40.918	37.429	46.481	38.842	43.228	49.090	51.579	11.0%	5.1%
Crédit-bail	79.961	78.577	75.218	72.984	71.124	70.670	65.277	67.446	63.788	-10.3%	-5.4%
Crédits à l'habitat	4 483.999	4 509.142	4 613.365	4 624.866	4 726.445	4 792.178	4 907.606	4 940.899	4 934.731	4.4%	-0.1%
Autres crédits	2.039	2.038	1.957	2.073	7.262	5.803	6.812	11.363	1.280	-82.4%	-88.7%
Encours sain	6 172.847	6 188.012	6 314.076	6 277.688	6 376.721	6 420.644	6 547.462	6 578.117	6 558.181	2.8%	-0.3%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	13.823	22.322	25.456	21.485	11.215	19.907	17.050	51.154	165.762	n.s	n.s
Crédits de trésorerie	10.305	20.379	25.240	21.165	11.025	19.779	16.626	49.317	28.861	161.8%	-41.5%
Comptes ordinaires débiteurs	3.518	1.943	0.216	0.320	0.191	0.128	0.424	1.837	136.902	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 685.660	1 669.069	1 737.790	1 606.754	1 649.025	1 607.849	1 817.512	1 673.250	1 754.865	6.4%	4.9%
Crédits à l'équipement	1 685.385	1 668.805	1 737.031	1 606.031	1 649.007	1 606.346	1 816.093	1 673.248	1 753.589	6.3%	4.8%
Autres crédits	5.443	6.076	7.384	6.935	6.724	5.072	5.241	5.239	0.447	-93.4%	-91.5%
Encours sain	1 706.426	1 698.967	1 772.130	1 636.609	1 668.399	1 634.263	1 841.238	1 731.009	1 922.440	15.2%	11.1%
Autres agents											
Encours sain	494.716	472.953	493.053	493.987	459.055	516.872	495.708	460.356	502.999	9.6%	9.3%
TOTAL											
Encours sain	15 248.631	15 170.165	15 478.583	15 238.251	15 266.013	15 348.762	15 670.668	15 481.471	15 867.668	3.9%	2.5%
Créances douteuses brutes	780.887	823.435	851.418	921.803	952.770	965.737	972.233	990.130	988.198	3.7%	-0.2%
Créances douteuses nettes	298.513	328.473	326.712	353.579	383.630	368.476	357.930	367.113	357.892	-6.7%	-2.5%
(dt) Entreprises	180.010	200.020	209.604	224.744	261.276	257.221	248.543	263.931	255.080	-2.4%	-3.4%
(dt) Ménages	102.778	113.265	114.589	120.183	117.846	107.894	105.313	99.538	98.309	-16.6%	-1.2%
Provisions	482.374	494.962	524.706	568.224	569.140	597.261	614.303	623.017	630.306	10.7%	1.2%
Encours brut total	16 029.518	15 993.600	16 330.001	16 160.054	16 218.782	16 314.500	16 642.902	16 471.602	16 855.866	3.9%	2.3%
Taux de créances douteuses	4.9%	5.1%	5.2%	5.7%	5.9%	5.9%	5.8%	6.0%	5.9%	0.0 pt	-0.1 pt
Taux de provisionnement	61.8%	60.1%	61.6%	61.6%	59.7%	61.8%	63.2%	62.9%	63.8%	4.0 pt	0.9 pt

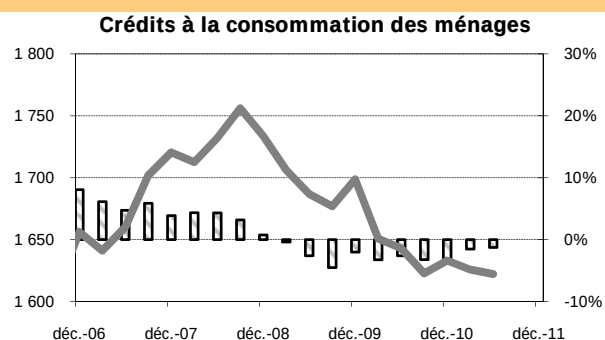
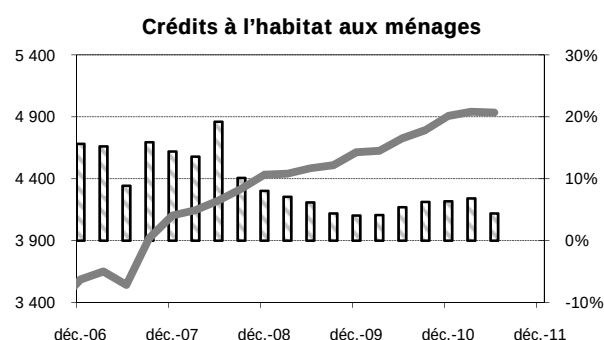
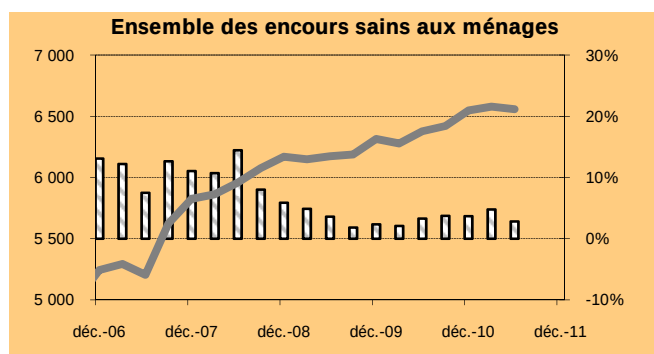
L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



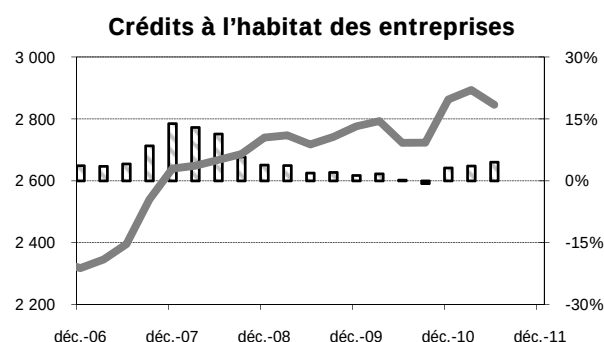
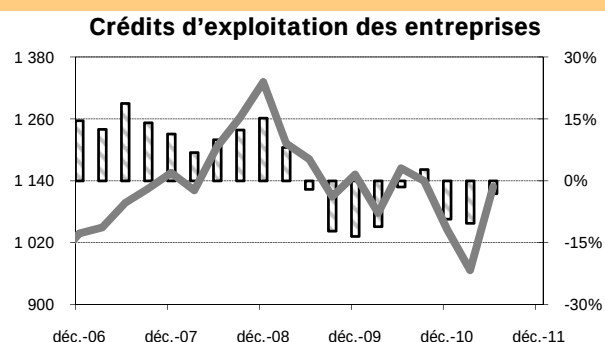
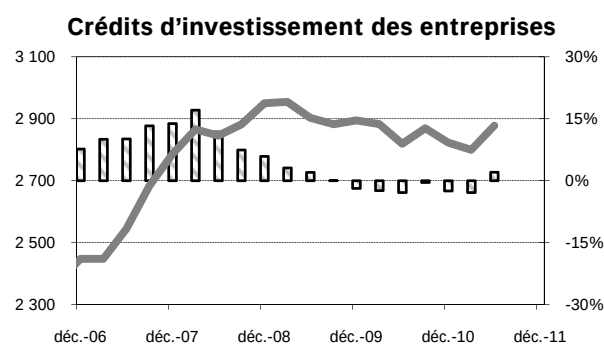
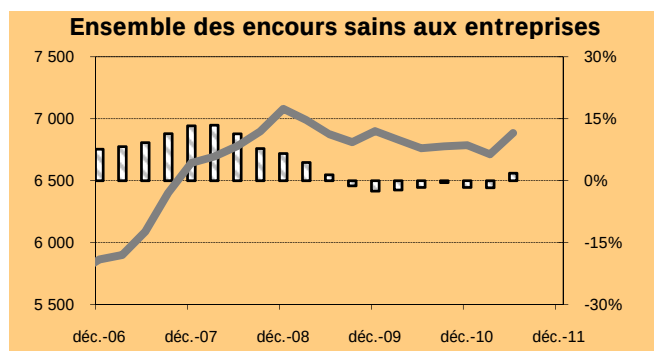
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



L'endettement des entreprises

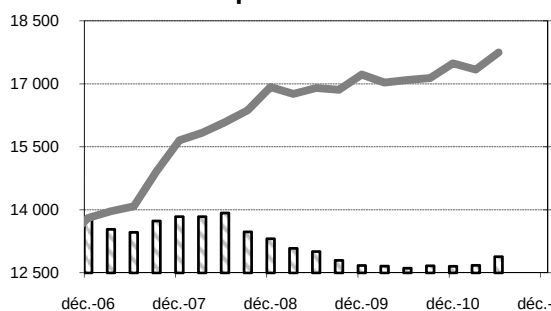
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



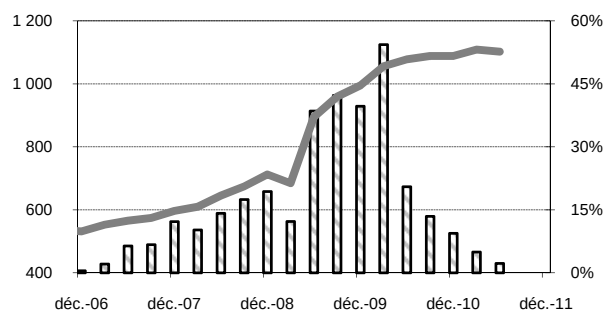
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 231.629	1 158.708	1 195.496	1 108.417	1 213.402	1 195.781	1 095.167	1 002.006	1 168.962	-3.7%	16.7%
Créances commerciales	118.611	108.944	125.906	101.870	91.612	93.342	115.046	85.574	115.589	26.2%	35.1%
Crédits de trésorerie	661.379	630.309	629.964	568.559	635.204	671.952	589.479	526.270	625.953	-1.5%	18.9%
(dt) Entrepreneurs individuels	109.048	107.405	114.554	108.176	123.835	112.238	112.025	110.748	124.170	0.3%	12.1%
Comptes ordinaires débiteurs	290.066	258.915	243.000	270.315	332.098	277.627	222.620	251.343	284.027	-14.5%	13.0%
Affacturage	161.573	160.540	196.626	167.673	154.489	152.860	168.021	138.820	143.394	-7.2%	3.3%
Crédits d'investissement	3 346.320	3 305.957	3 331.279	3 333.141	3 271.060	3 331.949	3 322.485	3 341.066	3 447.540	5.4%	3.2%
Crédits à l'équipement	2 876.998	2 846.367	2 876.697	2 880.378	2 801.433	2 857.400	2 864.465	2 890.975	2 984.934	6.6%	3.3%
(dt) Entrepreneurs individuels	238.120	235.965	229.858	223.772	243.733	246.829	265.026	235.284	308.636	26.6%	31.2%
Crédit-bail	469.322	459.590	454.582	452.763	469.627	474.548	458.020	450.091	462.606	-1.5%	2.8%
Crédits à l'habitat	2 749.521	2 772.714	2 806.243	2 822.997	2 752.256	2 752.220	2 891.173	2 921.385	2 873.368	4.4%	-1.6%
Autres crédits	72.469	77.044	76.663	76.548	55.706	44.761	55.507	52.862	32.650	-41.4%	-38.2%
Encours sain	7 399.939	7 314.423	7 409.681	7 341.103	7 292.424	7 324.710	7 364.331	7 317.319	7 522.520	3.2%	2.8%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 687.020	1 677.041	1 698.938	1 650.901	1 650.865	1 632.473	1 633.222	1 626.025	1 622.292	-1.7%	-0.2%
Crédits de trésorerie	1 564.064	1 558.279	1 582.618	1 540.336	1 533.087	1 522.630	1 524.538	1 509.319	1 506.804	-1.7%	-0.2%
Comptes ordinaires débiteurs	42.995	40.185	41.102	37.581	46.654	39.172	43.407	49.261	51.700	10.8%	5.0%
Crédit-bail	79.961	78.577	75.218	72.984	71.124	70.670	65.277	67.446	63.788	-10.3%	-5.4%
Crédits à l'habitat	4 556.933	4 581.067	4 683.733	4 696.181	4 798.930	4 797.379	4 911.745	4 945.041	4 938.691	2.9%	-0.1%
Autres crédits	2.161	2.141	2.040	2.135	7.324	5.808	6.874	11.363	1.280	-82.5%	-88.7%
Encours sain	6 246.114	6 260.249	6 384.711	6 349.217	6 457.120	6 435.659	6 551.842	6 582.430	6 562.262	1.6%	-0.3%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	15.523	23.322	25.456	21.485	11.215	23.407	17.050	51.154	165.762	n.s	n.s
Crédits de trésorerie	12.005	21.379	25.240	21.165	11.025	23.279	16.626	49.317	28.861	161.8%	-41.5%
Comptes ordinaires débiteurs	3.518	1.943	0.216	0.320	0.191	0.128	0.424	1.837	136.902	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 791.271	1 765.517	1 848.027	1 705.999	1 739.124	1 696.572	1 910.160	1 766.173	1 846.250	6.2%	4.5%
Crédits à l'équipement	1 790.996	1 765.253	1 847.268	1 705.276	1 739.106	1 695.069	1 908.741	1 766.171	1 844.974	6.1%	4.5%
Crédits à l'habitat	1.500	1.500	1.500	1.435	1.435	1.435	1.435	1.366	1.366	-4.8%	
Autres crédits	5.443	6.076	7.384	6.935	6.724	5.072	5.241	5.239	0.447	-93.4%	-91.5%
Encours sain	1 813.737	1 796.415	1 882.367	1 735.854	1 758.498	1 726.486	1 933.886	1 823.932	2 013.825	14.5%	10.4%
Autres agents											
Encours sain	549.324	528.230	549.662	549.284	506.439	564.157	549.854	506.234	548.866	8.4%	8.4%
TOTAL											
Encours sain	16 009.114	15 899.317	16 226.421	15 975.458	16 014.481	16 051.013	16 399.914	16 229.916	16 647.474	4.0%	2.6%
Créances douteuses brutes	894.426	959.394	994.957	1 056.184	1 078.011	1 088.549	1 088.832	1 108.788	1 102.196	2.2%	-0.6%
Créances douteuses nettes	412.052	464.432	470.251	487.960	508.871	491.288	474.529	485.771	471.890	-7.3%	-2.9%
(dt) Entreprises	195.560	236.441	252.141	261.998	285.813	287.938	273.895	293.384	283.374	-0.9%	-3.4%
(dt) Ménages	104.343	114.347	115.734	121.491	119.154	108.215	105.544	99.833	98.576	-17.3%	-1.3%
Provisions	482.374	494.962	524.706	568.224	569.140	597.261	614.303	623.017	630.306	10.7%	1.2%
Encours brut total	16 903.540	16 858.711	17 221.378	17 031.642	17 092.492	17 139.563	17 488.746	17 338.704	17 749.670	3.8%	2.4%
Taux de créances douteuses	5.3%	5.7%	5.8%	6.2%	6.3%	6.4%	6.2%	6.4%	6.2%	-0.1 pt	-0.2 pt
Taux de provisionnement	53.9%	51.6%	52.7%	53.8%	52.8%	54.9%	56.4%	56.2%	57.2%	4.4 pt	1.0 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



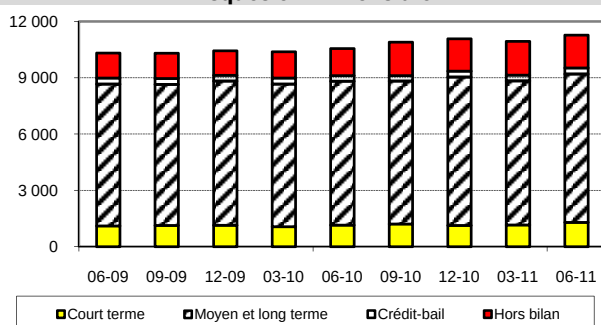
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



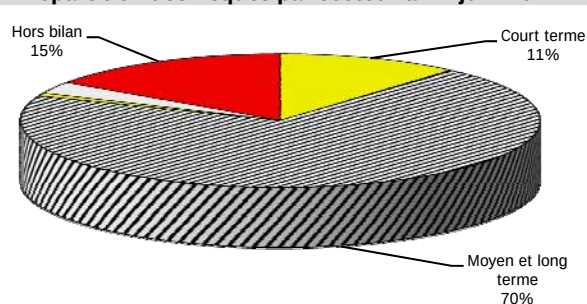
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

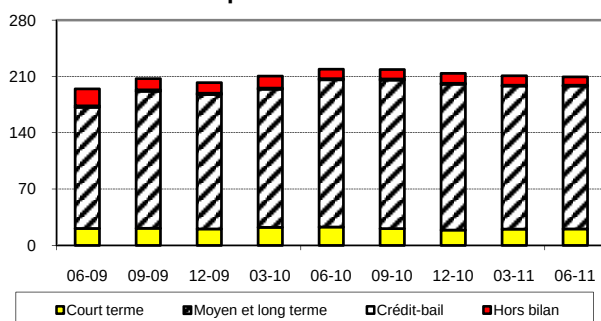


Répartition des risques par secteur à fin juin 2011

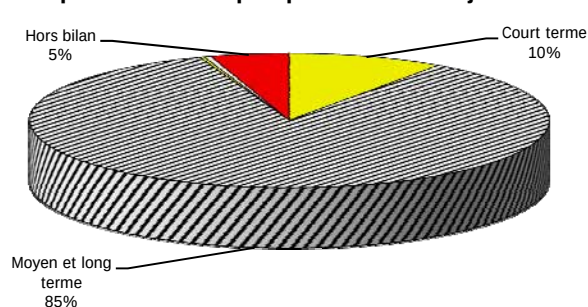


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

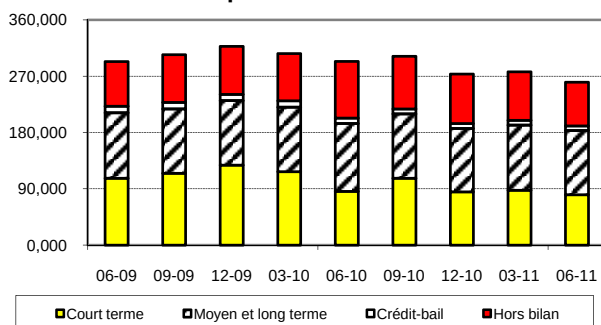


Répartition des risques par secteur à fin juin 2011

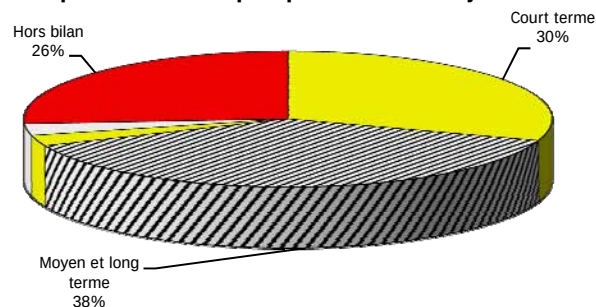


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

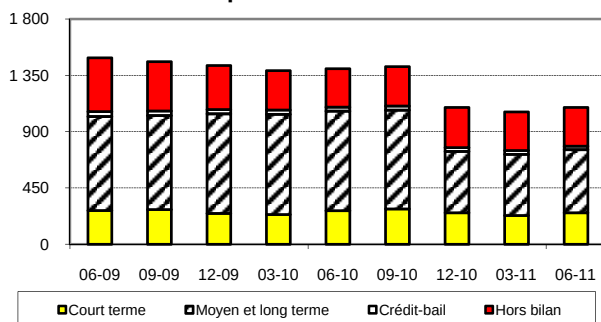


Répartition des risques par secteur à fin juin 2011

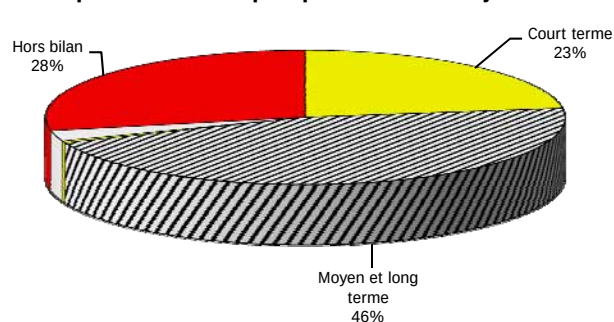


Risques bancaires sur le secteur de la construction

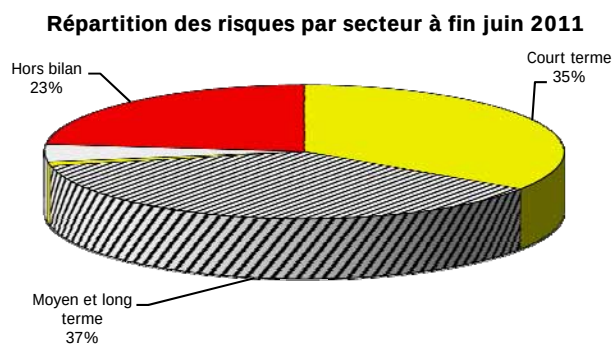
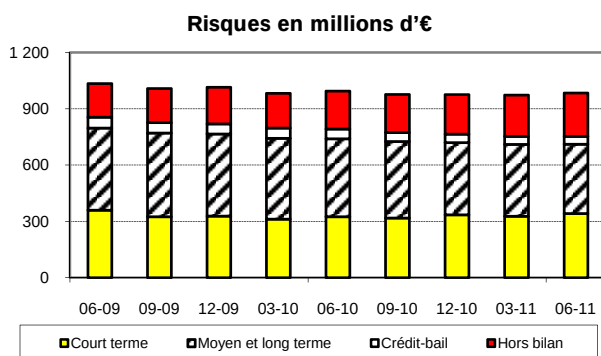
Risques en millions d'€



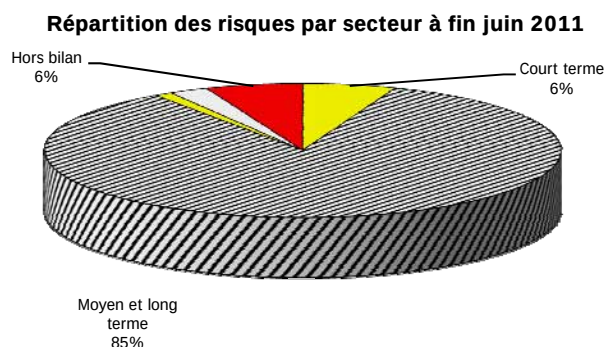
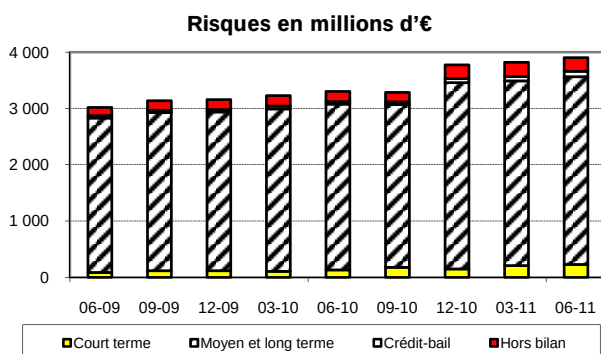
Répartition des risques par secteur à fin juin 2011



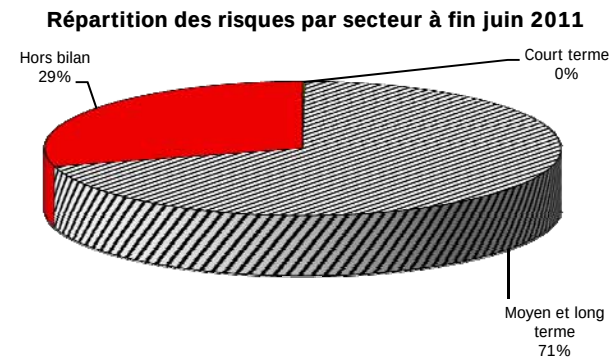
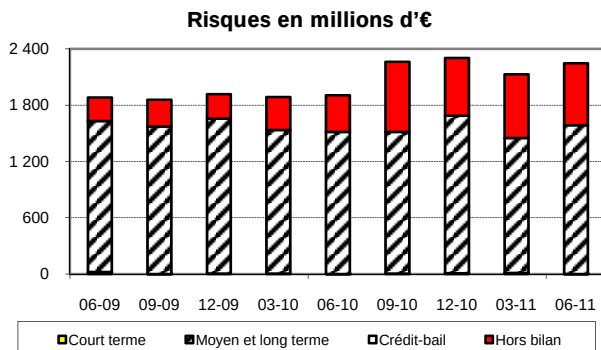
Risques bancaires sur le secteur du commerce



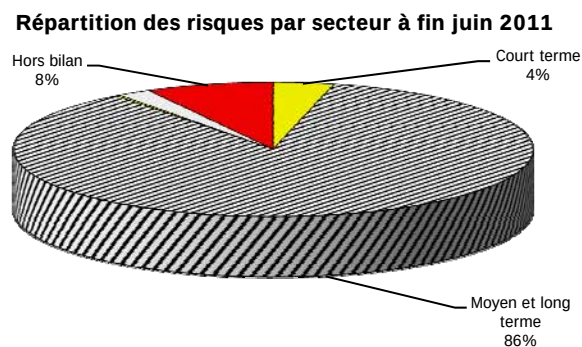
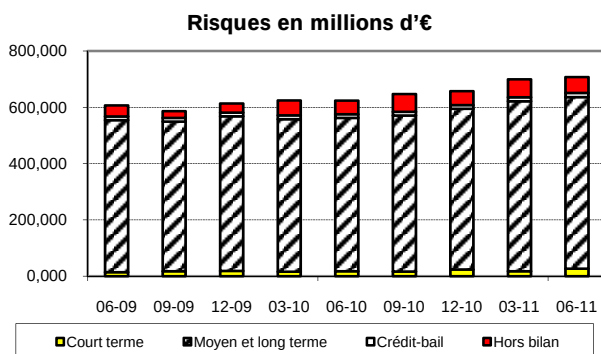
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

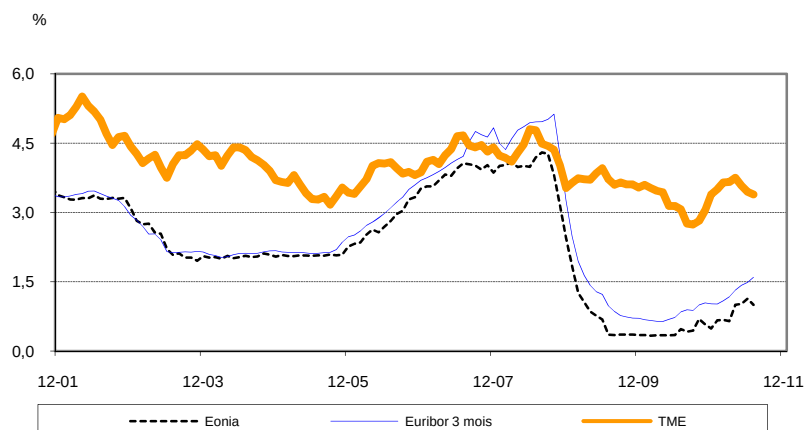
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/07/2011)	1,50%
Taux de la facilité de dépôt (13/07/2011)	0,75%
Taux de la facilité de prêt (13/07/2011)	2,25%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,25%	2,25%	2,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,50%	

* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
Année 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%

6.2 Principaux taux de marché

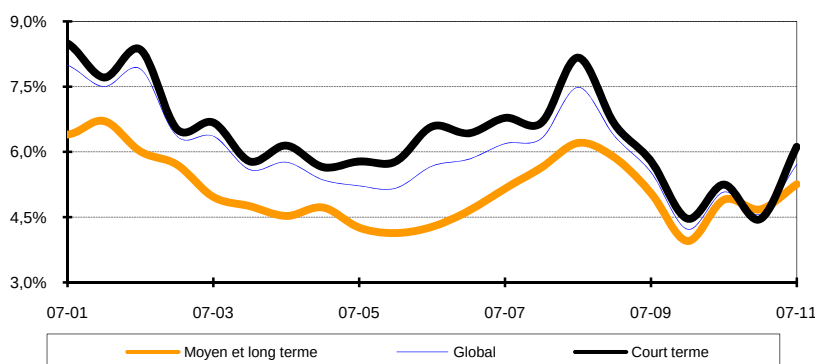


Principaux taux d'intérêt de marché					
	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
juil-11	1,003%	1,597%	1,818%	2,183%	3,390%

6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-10	janv-11	juil-11
Court terme	5,25%	4,45%	6,12%
. Escompte	3,08%	3,55%	3,55%
. Découvert	8,61%	6,96%	7,88%
. Autres CT	3,51%	3,19%	6,55%
Moyen et long terme	4,90%	4,68%	5,26%
Taux moyen pondéré global	5,08%	4,57%	5,71%

Nota : Chiffres provisoires à fin janvier 2011



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-10	avr-10	juil-10	oct-10	janv-11	avr-11	juil-11
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%
	- Prêts à taux variable	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%
	- Prêts relais	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%	21,41%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%	8,03%	11,22%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%	19,53%	19,37%
Prof.	- Découverts en compte (**)	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

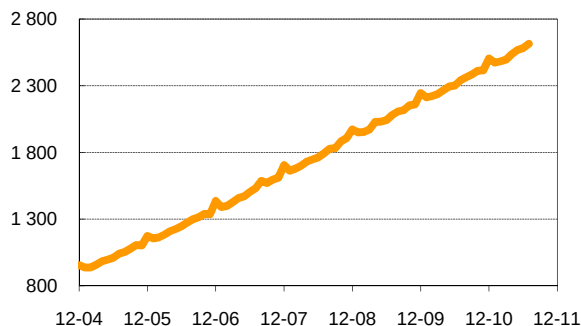
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

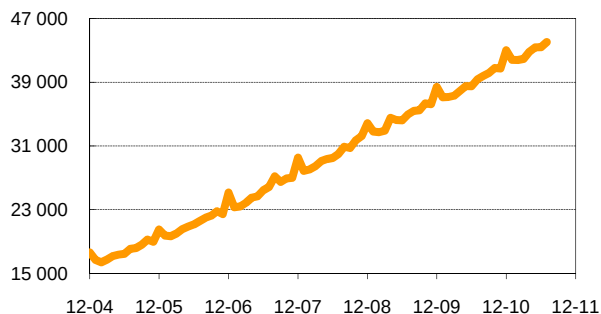
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin juillet 2011)

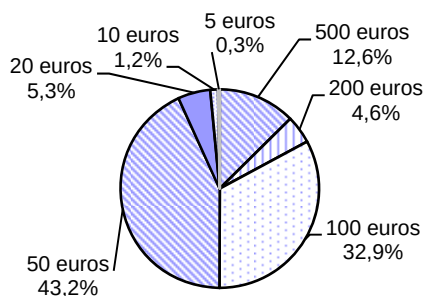
en valeur (en millions d'€)



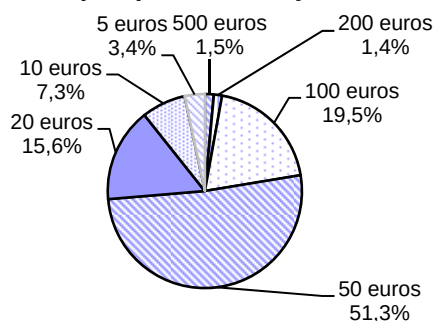
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin juillet 2011



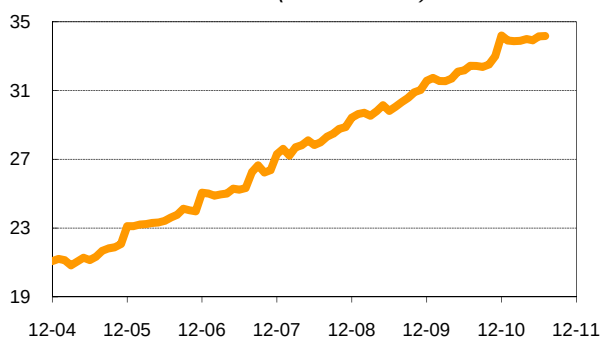
Répartition par quantité à fin juillet 2011



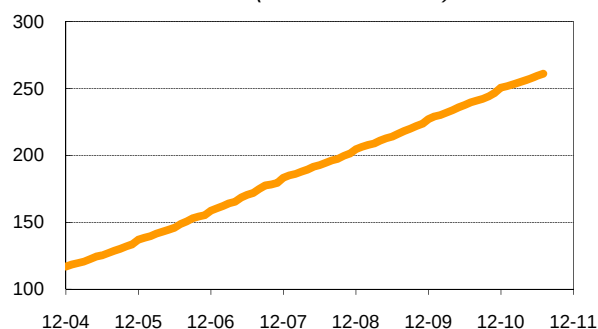
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin juillet 2011)

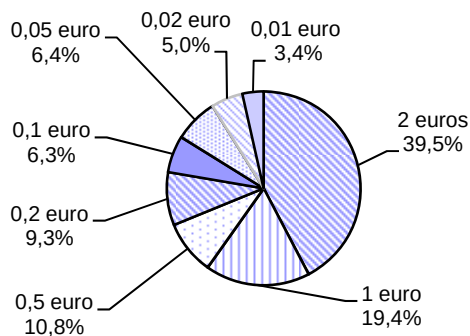
en valeur (en millions d'€)



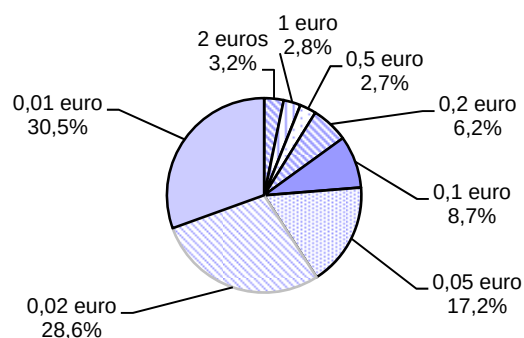
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin juillet 2011



Répartition par quantité à fin juillet 2011



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 19 septembre 2011
Dépôt légal N° 148 - septembre 2011
ISSN 0296-3116